



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/COP-MOP/7/13
6 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 15 de l'ordre du jour provisoire*

ÉVALUATION ET EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU PROTOCOLE (ARTICLE 35) : PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Une proposition d'approche méthodologique pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen en liaison avec une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. L'article 35 du Protocole exige de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties (CdP-RdP) au Protocole procède, cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, puis ensuite au moins tous les cinq ans, à une évaluation de son efficacité, notamment à une évaluation de ses procédures et annexes.
2. Dans le paragraphe 4 a) de la décision BS-VI/15, en prévision du troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole, la CdP-RdP a prié le Secrétaire exécutif de mettre au point une approche méthodologique rationnelle, en mettant essentiellement l'accent sur l'efficacité de ses processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes.
3. À sa cinquième réunion, la CdP-RdP a adopté pour le Protocole, dans sa décision BS-V/16, un Plan stratégique pour la période 2011-2020. Les Parties au Protocole ont décidé qu'une évaluation à mi-parcours serait effectuée cinq ans après son adoption parallèlement au troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole à effectuer à la huitième réunion des Parties au Protocole, utilisant des critères d'évaluation appropriés que proposera le Secrétaire exécutif pour examen par les Parties à leur septième réunion. Il a également été décidé que les indicateurs du Plan stratégique serviraient à évaluer la mesure dans laquelle les objectifs stratégiques sont en voie d'être réalisés (paragraphe 11 de l'annexe I de la décision BS V/16). Les informations nécessaires pour faire l'évaluation seront extraites principalement des rapports nationaux soumis par les Parties et d'autres sources disponibles pertinentes.

4. En outre, plusieurs processus tels que la mise en oeuvre du Plan d'action pour la création de capacités propres à assurer l'application effective du Protocole de Cartagena (décision BS-III/3) et le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public (décision BS-V/13) ont maintenant été élaborés au titre du Protocole et permettent de mesurer les progrès accomplis par renvoi à des indicateurs. L'évaluation indépendante du Plan d'action pour la création de capacités propres à assurer l'application effective du Protocole (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/INF/2) suggère que des liens soient établis entre un nouveau plan d'action pour la création de capacités fondé sur les résultats et le Plan stratégique. Dans le paragraphe 3 de la décision BS-VI/3, les Parties au Protocole ont adopté un nouveau Cadre et Plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole de Cartagena qui remplacera le plan d'action actualisé.

5. Les mesures susmentionnées dépendent des informations fournies par les Parties dans leurs rapports nationaux ou par le biais d'enquêtes spécialisées, selon le cas. La combinaison de l'évaluation au titre de l'article 35 et du processus d'évaluation du plan stratégique à la huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties a pour but de simplifier et de rationaliser les processus d'évaluation, en particulier au stade de la collecte d'informations. La collecte des informations qui n'ont pas de conséquences pour la conception du format des troisièmes rapports nationaux a été prise en compte dans le format tel qu'il a été soumis aux Parties au titre du point de l'ordre du jour sur le suivi et l'établissement des rapports (Article 33) dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/12.

6. Le présent document vise à présenter une approche méthodologique rationnelle qui comprend le processus, la méthodologie et le calendrier du troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole, en mettant essentiellement l'accent sur l'efficacité de ses processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes en liaison avec l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques que doivent également faire les Parties au Protocole à leur huitième réunion en 2016¹. La section II décrit les mesures prises à ce jour par le CdP-RdP et les Parties au titre de l'article 35. La section III présente les éléments à prendre en compte dans le troisième exercice d'évaluation et d'examen en liaison avec l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole. La section IV présente les conclusions et recommandations. La section V présente des éléments suggérés pour une décision.

II. MESURES PRISES À CE JOUR AU TITRE DE L'ARTICLE 35

7. Même si l'article 35 du Protocole de Cartagena stipule la régularité de l'évaluation du Protocole, y compris une évaluation de ses procédures et annexes, il ne donne cependant pas des orientations supplémentaires quant à la nature de l'évaluation à effectuer ou aux sources d'information à utiliser comme base de cette évaluation.

8. Le premier examen a été effectué en 2008 par les Parties au Protocole à leur quatrième réunion. À l'époque, il avait été indiqué que, compte tenu de l'expérience opérationnelle limitée des Parties en matière d'application du Protocole, insuffisante était la base pour faire une évaluation et un examen efficace du Protocole.

9. Le deuxième exercice d'évaluation et d'examen a été fait par les Parties au Protocole, à leur sixième réunion en 2012, consistant essentiellement en une évaluation de l'état d'avancement de l'application des éléments fondamentaux du Protocole. Une analyse préliminaire de cet état d'avancement a été examinée par le groupe spécial d'experts techniques sur le deuxième exercice d'évaluation et d'examen du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques². Dans la décision BS-VI/15, la CdP-RdP a décidé que les données et les informations contenues dans cette analyse constituent une base de référence pour mesurer les progrès accomplis dans l'application du Protocole, notamment pour les évaluations ultérieures de l'efficacité du Protocole et pour l'évaluation à mi-parcours

¹ Décision BS-V/16, paragraphe 4 a).

² Le rapport de la réunion du groupe spécial d'experts techniques se trouve dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/INF/21.

du Plan stratégique³. Dans cette même décision, la CdP-RdP a prié le Secrétaire exécutif d'entreprendre certaines activités, y compris la collecte de données additionnelles nécessaires pour compléter les informations de référence correspondant aux indicateurs dans le Plan stratégique à l'aide d'une étude spécialisée et la mise au point d'une proposition d'approche méthodologique pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen et l'évaluation de l'efficacité du Protocole afin de permettre aux Parties au Protocole, à leur septième réunion, d'arrêter les modalités du troisième exercice.

10. La CdP-RdP a également demandé au Comité chargé du respect des obligations, à la lumière des conclusions et des recommandations du groupe spécial d'experts techniques⁴, d'évaluer l'état d'application des dispositions du Protocole, comme contribution au troisième exercice d'évaluation et d'examen. À sa dixième réunion, le Comité chargé du respect des obligations a précisé un calendrier pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen ainsi que le rôle qu'il serait appelé à y jouer⁵.

11. Outre les processus et les activités dont il est fait mention ci-dessus, la CdP-RdP a, dans sa décision BS-VI/3, décidé que le nouveau Cadre et le Plan d'action pour la création de capacités nécessaires à l'application effective du Protocole adopté dans cette décision serait examiné en même temps que l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique et le troisième exercice d'évaluation et d'examen du Protocole.⁶ Le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public doit également être examiné par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa huitième réunion⁷.

III. TROISIÈME EXERCICE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN

12. La huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena constitue donc une excellente possibilité de passer en revue les progrès accomplis au titre du Protocole. La ou les décisions adoptées à la septième réunion de la CdP-RdP devront mettre en place les arrangements et les activités nécessaires pour que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena soit à sa huitième réunion saisie des informations et des analyses sur lesquelles elle pourra fonder les examens et les évaluations prévues. Les questions à examiner sont les suivantes :

- a) Le but et la portée de l'évaluation et de l'examen de l'efficacité;
- b) Le lien entre l'évaluation et de l'examen de l'efficacité et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique, et les examens d'autres processus pertinents, à savoir le nouveau Cadre et le Plan d'action pour la création de capacités nécessaires à l'application effective du Protocole et le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public;
- c) Approche méthodologique :
 - i) Identification de données pertinentes pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen, l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique et les autres processus mentionnés à l'alinéa b) ci-dessus, le cas échéant;
 - ii) Arrangements pour la collecte de données pertinentes, y compris :
 - a) Format et calendrier des troisièmes rapports nationaux
 - b) Identification d'autres sources de données appropriées
 - iii) Processus et cadre d'analyse des données, y compris :
 - a) Qui doit faire l'analyse des données pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen et l'évaluation à mi-parcours du Plan

³ Décision BS-VI/15, paragraphe 2.

⁴ Décision BS-VI/15, paragraphe 6.

⁵ UNEP/CBD/BS/CC/10/5, Annexe I.

⁶ Décision BS-VI/3, paragraphe 7.

⁷ Décision BS-V/13, paragraphe 4.

stratégique? Par exemple, l'évaluation sera-t-elle faite par le Secrétariat, par un consultant, par le Comité chargé du respect des obligations ou par un organe subsidiaire spécialement créé à cette fin ou par une combinaison d'entre eux?

b) Comment doit être faite l'analyse des données?

iv) Calendrier, organisation et coûts des activités et processus envisagés;

v) Identification des difficultés et des limitations.

13. Les propositions faites sur les questions ci-dessus reposent essentiellement sur des décisions existantes de la CdP-RdP relatives au processus d'évaluation et d'examen, au Plan stratégique ainsi qu'aux conclusions et recommandations du groupe spécial d'experts techniques sur le deuxième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole. Comme indiqué dans des rapports antérieurs⁸, diverses sont les approches pour évaluer l'efficacité des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et l'efficacité des activités d'établissement de normes et autres activités menées au titre de ces accords⁹. Par conséquent, il n'y a aucun modèle unique sur lequel fonder le processus d'évaluation et d'examen du Protocole de Cartagena. Au nombre des autres matériels consultés figurent le cadre d'évaluation de l'efficacité d'un autre AME, à savoir la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants¹⁰, les normes et orientations pertinentes en matière d'évaluation dans le système des Nations Unies¹¹ ainsi que de récentes évaluations faites en rapport avec d'autres accords multilatéraux¹².

14. Chose importante, la proposition relative au troisième processus d'évaluation et d'examen traduit les éléments du cadre d'évaluation de l'efficacité adopté pour la Convention susmentionnée. Il peut y avoir de bonnes raisons pour adopter des cadres et processus similaires d'évaluation de l'efficacité d'AME. Toutefois, il y a entre le Protocole et cette Convention quelques différences importantes dont il faut tenir compte. En premier lieu, la nature de l'objectif de chaque accord est très différente et la mesure de l'efficacité peut donc supposer des considérations assez différentes. En deuxième lieu, le cadre et le processus institutionnels pour les deux accords ne sont pas identiques. C'est ainsi par exemple qu'il n'y a pas encore de mécanisme de respect pour la Convention et que cette Convention n'a pas adopté un plan stratégique pour guider ses activités. En troisième lieu, s'il est vrai que les rapports nationaux constituent une importante source d'information pour l'évaluation de l'efficacité des deux accords, il n'en reste pas moins que d'autres sources d'information sont différentes. Enfin, il sied de noter que, si elle a adopté un cadre d'évaluation de son efficacité, la Conférence des Parties à ladite Convention n'a pas encore fait une évaluation.

A. But et portée de l'évaluation et de l'examen

15. Comme indiqué ci-dessus, la décision VI/15 indique que le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole doit 'mettre essentiellement l'accent sur l'efficacité de ses processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes'.

16. *Les processus institutionnels* du Protocole englobent les arrangements institutionnels créés ou envisagés par le Protocole, y compris la CdP-RdP elle-même, le Comité chargé du respect des obligations et le Secrétariat ainsi que les organes qui ont été créés par la CdP-RdP avec des mandats spécifiques

⁸ UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/15, paragraphes 6 et 7.

⁹ Des méthodes d'évaluation de l'efficacité d'un certain nombre d'autres AME ont également été étudiées dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/15, paragraphes 26 à 34, 7 juillet 2010.

¹⁰ Décision SC-6/22, Annexe I, UNEP/POPS/COP6/33, 25 juin 2013; UNEP/POPS/COP.6/27/Add.1/Rev.1, 28 mai 2013.

¹¹ Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, *Règles d'évaluation applicables au sein du système des Nations Unies*, UNEG/FN/Standards(2005) avril 2005; et Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, *Manuel de l'UNEG pour la conduite de l'évaluation du travail normatif dans le système des Nations Unies*, novembre 2013.

¹² Par exemple, UNESCO, *Évaluation du travail normatif de l'UNESCO dans le domaine de la culture, Partie I-2003 Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, Rapport final, octobre 2013, IOS/EVS/PI/129 REV.

comme les groupes spéciaux d'experts techniques¹³ et le groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts techniques et juridiques sur la responsabilité et la réparation.

17. Le Protocole a trois *annexes*. L'annexe I couvre les informations devant figurer dans les notifications à présenter conformément aux articles 8, 10 et 13 du Protocole; l'annexe II couvre les renseignements à fournir pour tout organisme vivant modifié (OVM) destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformé conformément à l'article 11; et l'annexe III qui couvre l'évaluation des risques. Les travaux d'élaboration d'orientations supplémentaires sur l'évaluation des risques ont été effectués par un groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques.

18. Les *procédures* du Protocole sujettes à examen ne sont pas précisées mais sembleraient inclure au moins la procédure d'accord préalable en connaissance de cause (Articles 8-10 et Article 12) ainsi que les procédures en rapport avec l'article 11. Ces procédures englobent également des dispositions connexes concernant l'évaluation des risques et la gestion des risques (Articles 15 et 16), les informations confidentielles (Article 21), les considérations socioéconomiques (Article 26) et le rôle des autorités nationales compétentes (Article 19). La référence aux *procédures* pourrait être considérée comme une référence élargie à d'autres dispositions de fond du Protocole qui doivent être appliquées par les Parties au niveau national. Cet aspect pourrait par conséquent inclure notamment des dispositions relatives au mouvement transfrontière non intentionnel d'OVM et aux mesures d'urgence (Article 17) de même qu'à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification (Article 18).

19. Les *mécanismes* du Protocole sembleraient englober les processus et les activités créés par le Protocole lui-même ou par la CdP-RdP. S'agissant des mécanismes créés par le Protocole, cette catégorie pourrait inclure le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB), le mécanisme de financement et le processus d'établissement des rapports nationaux. Au nombre des initiatives et programmes de travail spécifiques pourraient figurer le Cadre et Plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole ainsi que le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public.

20. Comme les paragraphes ci-dessus le laissent entendre, traiter l'efficacité des processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes du Protocole est potentiellement un vaste exercice qui englobe un grand nombre sinon même la totalité des dispositions du Protocole et les différents processus et activités qu'a lancés le CdP-RdP pour promouvoir et faciliter l'application du Protocole. Toutefois, il sied de signaler que la CdP-RdP a déjà fixé des objectifs clés et mis en place un cadre pour évaluer l'état d'avancement des nombreux processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes identifiés ci-dessus dans le Plan stratégique qu'a adopté la CdP-RdP dans sa décision BS-V/16. Ce Plan consiste en une vision, une mission et cinq objectifs stratégiques dérivés et priorisés en fonction de leur contribution à l'application intégrale du Protocole. Les objectifs stratégiques concernent :

- a) la facilitation de la création et de la mise au point de systèmes efficaces de prévention des risques biotechnologiques pour l'application du Protocole.
- b) la création de capacités
- c) le respect des obligations et l'examen
- d) l'échange d'informations
- e) la communication et la coopération

21. Pour chacun des objectifs stratégiques identifiés dans le Plan, plusieurs impacts attendus sont identifiés, avec des objectifs opérationnels, des résultats et des indicateurs¹⁴. L'identification des objectifs opérationnels, les résultats et les indicateurs fournissent une base pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de la vision comme de la mission globales du Plan stratégique, qui, à leur tour, traduisent l'objectif décrit dans l'article premier du Protocole. Bien qu'ils ne soient pas explicitement encadrés comme tels, les éléments du Plan stratégique pris ensemble semblent refléter et coordonner des aspects

¹³ Comme par exemple sur l'évaluation des risques et la gestion des risques ainsi que sur les considérations socioéconomiques.

¹⁴ Décision BS-V/16, Annexe I, paragraphe 7.

d'une théorie de changement, en ce sens qu'ils offrent une série d'hypothèses reliant des actions et activités spécifiques relevant du Protocole à la réalisation de son objectif.

22. Par conséquent, l'évaluation de l'état d'avancement de l'application du Plan stratégique semblerait entraîner nécessairement l'examen de bon nombre des *processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes* du Protocole identifiés ci-dessus. L'évaluation du Plan stratégique va par là force des choses au delà d'un examen de l'état d'avancement de l'application pour examiner le rôle et l'impact des institutions et mécanismes du Protocole dans la promotion et le soutien d'une application intégrale.

23. C'est la raison pour laquelle il est proposé que, dans la mesure du possible, le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique soient conjugués, aussi bien pour ce qui est du processus que de l'analyse de fond. Outre les chevauchements suggérés ci-dessus, cette approche a pour avantage de rationaliser les activités relevant du Protocole, avec les impacts en découlant sur les exigences en matière de ressources et de données, y compris le fardeau que constitue l'établissement des rapports pour les Parties.

24. Dans le même temps, il est admis qu'il peut y avoir des aspects pertinents des processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes du Protocole qui ne sont pas actuellement pris en compte dans les divers éléments du Plan stratégique. Quelques-uns de ces aspects peuvent certes être traités au moyen de l'examen de l'état d'avancement de l'application du Protocole que fera le Comité chargé du respect des obligations mais il peut y en avoir d'autres qui nécessitent la collecte et l'analyse d'informations additionnelles.

B. Approche méthodologique pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique

25. La méthodologie à suivre pour faire l'évaluation et l'examen comprend deux éléments distincts : d'une part, la collecte et la compilation d'informations pertinentes; et, d'autre part, l'évaluation des informations.

1. Collecte de données

26. Il y a plusieurs sources d'information sources qui peuvent sans doute constituer une base pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen ainsi que pour l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique. S'agissant des informations ayant trait à la mise en oeuvre, au fonctionnement et à l'efficacité des systèmes nationaux de prévention des risques biotechnologiques en particulier, les principales sources d'information seront les rapports nationaux des Parties et le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

27. Durant la période qui s'écoulera entre la CdP-RdP 7 et la CdP-RdP 8, les Parties seront invitées à soumettre leurs troisièmes rapports nationaux au titre de l'article 33 du Protocole. Les rapports nationaux contiennent des informations sur notamment les mesures prises pour appliquer la Convention à l'échelle nationale et sur l'application de ces mesures dans la pratique. Ils fournissent également des informations sur les ressources, moyens et compétences dont disposent les Parties pour la mise en oeuvre de systèmes nationaux de prévention des risques biotechnologiques.

28. Le format des troisièmes rapports nationaux tel qu'il est proposé dans le document (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/12) traduit donc les besoins d'information du troisième exercice d'évaluation et d'examen et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique.

29. Compte tenu du rôle essentiel joué par les rapports nationaux dans la communication d'informations pour l'évaluation et l'examen et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique, il est indispensable que la date limite de soumission des troisièmes rapports nationaux soit fixée suffisamment avant la CdP-RdP 8 pour permettre une compilation et une analyse des informations que les rapports contiennent. Le calendrier et le processus proposés ci-dessous supposent que cette date serait fixée au 30 septembre 2015. Il sera important que les Parties soumettent leurs rapports nationaux dans les délais impartis et, à sa septième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au

Protocole souhaitera peut-être envisager les moyens de faciliter la soumission des rapports dans les délais impartis. Il sied de noter que, s'agissant des deuxièmes rapports nationaux en particulier, élevé a été le degré de conformité avec l'obligation d'établissement de rapports nationaux en vertu du Protocole.

30. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sera lui aussi une importante source d'information pour troisième exercice d'évaluation et d'examen et pour l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique. À cet égard, la soumission intégrale et en temps opportun d'informations exactes au CEPRB sera un facteur important du processus de collecte d'informations.

31. Les rapports du Comité chargé du respect des obligations peuvent contenir des informations en rapport avec des aspects de l'évaluation et de l'examen ainsi que de l'évaluation à mi-parcours. Comme indiqué précédemment, le Comité chargé du respect des obligations fera également un examen spécifique de l'état d'avancement de l'application du Protocole. Au nombre d'autres sources d'information potentielles figurent des rapports pertinents relatifs au mécanisme de financement ainsi que des rapports liés au Cadre et Plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole.

32. La CdP-RdP souhaitera peut-être se demander si elle doit inviter les Parties, les gouvernements et autres parties prenantes à soumettre des informations additionnelles pertinentes dans le cadre de la liste d'indicateurs.

33. Les sources susmentionnées supposent également que la compilation et l'analyse des informations pour l'évaluation et l'examen se feront principalement par le biais d'une étude théorique. A leur septième réunion, les Parties au Protocole souhaiteront peut-être se demander s'il conviendrait d'utiliser un éventail plus large de méthodes de collecte de données. C'est ainsi par exemple qu'une analyse plus approfondie d'éléments de l'évaluation et l'examen pourrait bénéficier de l'utilisation de méthodes de collecte de données additionnelles. Des enquêtes spécialisées pourraient être menées sur certaines questions ou des stratégies d'échantillonnage raisonnées pourraient être utilisées pour identifier les interviewés et les études de cas. Les incidences de l'utilisation de méthodes de collecte de données additionnelles, en termes de coûts et calendrier du processus, doivent être prises en considération.

2. Analyse des données

34. Il est proposé que, à sa septième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole envisage la création d'un groupe spécial d'experts techniques qui serait chargé de faire le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique (ce groupe est appelé AHTEG/SP) et ce, comme suite à une proposition faite à la CdP-RdP 6 de créer un tel groupe d'experts pour préparer ce troisième exercice¹⁵. Il convient de noter que, dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants adopté en 2013, un comité d'évaluation de l'efficacité doit être créé¹⁶.

35. Le rôle de l'AHTEG/SP serait d'examiner et d'évaluer les informations collectées pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen. Dans un premier temps, le Secrétariat compilerait les informations pertinentes et il établirait un rapport préliminaire pour examen par l'AHTEG/SP fondé sur un noyau des besoins d'information recensés pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique (voir l'annexe du présent document. L'AHTEG/SP s'inspirerait également de l'examen de l'état d'avancement de l'application du Protocole effectué par le Comité chargé du respect des obligations et ce, conformément au paragraphe 6 de la décision BS-VI/15¹⁷. L'AHTEG/SP évaluerait les informations et les analyses contenues dans ces rapports, en tirerait les conclusions, et ferait un rapport et des recommandations appropriées à la CdP-RdP 8.

¹⁵ Voir le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/17, paragraphe 25, annexe I, paragraphe 7 et annexe II. Cette proposition n'a pas été adoptée par la CdP-RdP.

¹⁶ UNEP/POPS/COP.6/27/Add.1/Rev.1.

¹⁷ Si les troisièmes rapports nationaux doivent être soumis d'ici au mois de septembre 2015, on suppose que le Comité chargé du respect des obligations fera cet examen à sa treizième réunion en 2016. [Note – Toutefois, cela est-il conforme au calendrier indiqué dans le rapport de la dixième réunion de ce comité?]

36. Si, à sa septième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, décide de créer un AHTEG/SP comme il a été proposé ci-dessus, il faudra examiner la composition de ses besoins. Compte tenu de la fonction proposée de ce groupe, il est suggéré que, outre une représentation régionale appropriée, l’AHTEG/SP comprenne un membre au moins du Comité chargé du respect des obligations et du groupe de liaison sur la création des capacités (ou une autre représentation du Cadre et Plan d’action pour la création des capacités nécessaires à l’application effective du Protocole) et de deux experts au moins des processus d’évaluation.

3. Éléments et indicateurs

37. Depuis que le Protocole est entré en vigueur, la CdP-RdP a entrepris des travaux sur une large gamme de questions liées aux dispositions du Protocole. Dans ce contexte, elle a maintenant adopté un certain nombre de décisions qui définissent des objectifs et des activités spécifiques en rapport avec le Protocole dans son ensemble (p.ex. le Plan stratégique) ou quelques-uns de ses aspects en particulier (p.ex. renforcement des capacités et sensibilisation, éducation et participation du public). Afin de mesurer l’état d’avancement de la réalisation des objectifs fixés dans ces décisions, la CdP-RdP a adopté plusieurs séries d’indicateurs en fonction desquels cet état d’avancement peut être mesuré la CdP-RdP. En outre, le deuxième exercice d’évaluation et d’examen de l’efficacité a été fondé sur une série d’indicateurs conçus pour évaluer et établir un niveau de référence pour déterminer l’état d’avancement de l’application du Protocole. À sa sixième réunion, dans le cadre de l’examen du plan d’action sur la création de capacités, la CdP-RdP a révisé le plan d’action¹⁸ pour tenir compte des éléments de création de capacités du Plan stratégique 2011-2020. Le plan d’action contient maintenant aussi les indicateurs de création de capacités utilisés dans le Plan stratégique.

38. L’annexe du présent document définit un noyau possible de besoins d’information identifiés pour le troisième exercice d’évaluation et d’examen et l’évaluation à mi-parcours du Plan stratégique. Le point de départ est le Plan stratégique lui-même et ses indicateurs sont conservés tels qu’ils ont été adoptés par la CdP-RdP.

C. Calendrier, organisation et coût

39. On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des tâches, du calendrier et des rôles dans le processus et le calendrier indicatif.

40. Étant donné que le Protocole exige des Parties qu’elles procèdent à un exercice périodique d’évaluation et d’examen de l’efficacité du Protocole et vu la nécessité de prendre en compte la réalisation des objectifs du Plan stratégique en 2020, la CdP-RdP souhaitera peut-être envisager le maintien de l’AHTEG/SP pour qu’il donne des conseils sur les préparatifs d’évaluations et d’examens additionnels et pour qu’il en effectue.

41. La CdP-RdP devra également tenir compte des incidences budgétaires de la méthodologie et du processus proposés. Une allocation de fonds devrait être faite pour financer les coûts de la collecte et de la compilation de données, de l’analyse préliminaire ainsi que de la réunion de l’AHTEG/SP. Des coûts additionnels pourraient être encourus si les méthodes de collecte de données sont élargies pour inclure des enquêtes, des interviews et/ou des études de cas.

Tableau : Calendrier et processus proposés du troisième exercice d’évaluation et d’examen

CdP-RdP 7 Octobre 2014	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter le format des troisièmes rapports nationaux • Envisager des dispositions appropriées pour faciliter la soumission en temps voulu par les Parties des troisièmes rapports nationaux • Veiller à ce que la date limite de soumission des troisièmes rapports nationaux donne à l’AHTEG/SP, au Comité chargé du respect des dispositions et au SCDB suffisamment de temps pour analyser les informations (voir ci-dessous) avant la CdP-RdP 8
----------------------------------	--

¹⁸ Décision BS-VI/3

	<ul style="list-style-type: none"> • Envisager et, le cas échéant, recenser dans les décisions de la CdP-RdP une liste d'autres sources de données appropriées pour la troisième évaluation de l'efficacité et l'examen à mi-parcours du Plan stratégique. Par exemple, informations de Parties, gouvernements et parties prenantes; enquêtes spécialisées; interviews et études de cas • Prier le SCDB de collecter et de compiler des informations pour l'évaluation et l'examen et pour l'évaluation à mi-parcours • Prier le SCDB de faire une analyse préliminaire des données en vue de l'évaluation et de l'examen de l'efficacité et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique, et soumettre l'analyse préliminaire à l'AHTEG/SP et au Comité chargé du respect des dispositions • Créer un AHTEG/SP pour faire une évaluation des données en vue de l'évaluation et de l'examen de l'efficacité et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique • Arrêter la composition et le mandat de l'AHTEG/SP • Etablir le mandat de l'AHTEG/SP et lui allouer des ressources financières pour qu'il puisse se réunir suffisamment avant la CdP-RdP 8 afin d'examiner l'analyse préliminaire des données et soumettre à la CdP-RdP 8 des conclusions et recommandations sur la troisième évaluation de l'efficacité et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique
SCDB Octobre 2014- octobre 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à la disposition des Parties le format des troisièmes rapports nationaux convenu par la CdP-RdP 7 • Compiler les informations que contiennent les troisièmes rapports nationaux • Compiler des informations pertinentes en provenance d'autres sources concernées dont le CEPRN • Faire une analyse préliminaire des données issues de rapports nationaux et d'autres sources pertinentes pour examen et évaluation par le Comité chargé du respect des dispositions et l'AHTEG/SP • Organiser et appuyer des réunions du Comité chargé du respect des dispositions et de l'AHTEG/SP
Comité chargé du respect des obligations Avril 2015 Avril 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner l'état d'avancement de l'application du Protocole conformément au paragraphe 6 de la décision BS-VI/15. • Soumettre des conclusions et recommandations sur l'état d'avancement de l'application à l'AHTEG/SP et à la CdP-RdP 8 • Participation d'un ou plusieurs représentants du Comité chargé du respect des dispositions aux travaux de l'AHTEG/SP
AHTEG/SP Avril/mai 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Sur la base de l'analyse préliminaire faite par le SCDB ainsi que des conclusions et recommandations du Comité chargé du respect des dispositions, évaluer les données et faire rapport à la CdP-RdP 8 • Envisager de faire des recommandations pour les futurs processus d'évaluation et d'examen et les évaluations au titre du Protocole
CdP-RdP 8 Octobre-novembre 2016	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner les rapports du Comité chargé du respect des dispositions et de l'AHTEG/SP • Adopter une décision sur le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique

	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter un cadre pour l'évaluation finale du Plan stratégique, y compris la prise en compte d'un prolongement éventuel de l'AHTEG/SP • Adopter une décision concernant les futurs exercices d'évaluation et d'examen au titre de l'article 35 • Examiner et arrêter le programme de travail pluriannuel de la CdP-RdP pour 2016-2020 dans le contexte du Plan stratégique ainsi que les résultats du troisième exercice d'évaluation et d'examen et de l'évaluation à mi-parcours.
--	--

D. Difficultés et limitations

42. Un certain nombre de difficultés doit être pris en considération pour ce qui est du troisième exercice d'évaluation et d'examen et de l'évaluation à mi-parcours. Plusieurs de ces difficultés ont surgi et ont été recensées en rapport avec l'examen de l'état d'avancement de l'application du Protocole effectué pour le deuxième exercice d'évaluation et d'examen¹⁹.

43. Comme indiqué ci-dessus, les troisièmes rapports nationaux des Parties constitueront la principale source d'informations pour l'examen. Et pourtant, le calendrier arrêté pour la collecte et la compilation de ces informations est relativement court. À cet égard, il est important d'envisager des mesures permettant à un nombre aussi élevé que possible de Parties de soumettre leurs rapports nationaux dans les délais impartis. De même, compte tenu du rôle important que joue le CEPRB dans la collecte de données et l'échange d'informations, des mesures additionnelles pour promouvoir la communication en temps voulu d'informations intégrales et précises au CEPRB peuvent s'avérer souhaitables.

44. Des difficultés peuvent surgir dans l'interprétation des informations que contiennent les rapports nationaux si on les compare à la liste d'un noyau de besoins d'informations utilisées pour l'examen et l'évaluation. Dans les deuxièmes rapports nationaux comme dans d'autres enquêtes de collecte de données menées par le SCDB²⁰, il semblerait que les Parties auraient pu interpréter de différentes façons les questions et les indicateurs et qu'elles aient fourni dans leurs réponses différentes quantités d'informations détaillées. Il y a eu également quelques incohérences dans les informations que contiennent les rapports nationaux et qui ont été communiquées au CEPRB. Par conséquent, il se pourrait que des informations intégrales puissent ne pas être disponibles pour tous les indicateurs pertinents.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

45. Il est proposé que le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole soit conjugué à l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique à la CdP-RdP 8. La raison d'être de cette proposition est que le Plan stratégique actuel établit le cadre, convenu par les Parties, des activités à mener dans des domaines prioritaires pour promouvoir l'application intégrale du Protocole afin de s'assurer que son objectif est réalisé. Le Plan stratégique fournit également une série d'indicateurs pour mesurer l'état d'avancement de la réalisation des objectifs stratégiques.

46. Dans ce contexte, on trouvera dans l'annexe du présent document un noyau recensé des informations nécessaires. Il comprend les impacts, les résultats et les indicateurs arrêtés dans le Plan stratégique au titre des cinq domaines prioritaires et peut être élargi, au besoin, par des indicateurs additionnels proposés lorsque sont évalués certains aspects spécifiques de l'efficacité du Protocole.

47. Un processus et une méthodologie ont été proposés pour l'évaluation et l'examen qui comprend deux phases : collecte des informations et évaluation des informations. Les sources d'information pour la première phase sont principalement les rapports nationaux et le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques²¹. Il est proposé que la CdP-RdP crée un groupe spécial d'experts techniques

¹⁹ UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/17/Add.1, paragraphe 25.

²⁰ [P.ex. Examen des informations recueillies au moyen d'une enquête spécialisée et correspondant à des indicateurs dans le Plan stratégique, 2013]

²¹ Dans l'annexe, on cherche à renvoyer à des sources d'information spécifiques pour chaque indicateur.

sur le Plan stratégique qui serait chargé de faire l'évaluation et l'examen ainsi que l'évaluation à mi-parcours. Ce groupe devrait inclure des experts en matière d'évaluation pour veiller à ce que l'évaluation au titre du Protocole traduise le cadre d'évaluation général utilisé dans le système des Nations Unies.

48. Un projet de calendrier pour le processus d'évaluation et d'examen est fixé, accompagné qu'il est d'une indication des rôles et responsabilités prospectifs de divers organes au titre du Protocole.

49. Enfin, quelques-unes des difficultés et limitations potentielles des processus d'évaluation et d'examen sont identifiées.

V. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS D'UN PROJET DE DÉCISION

50. Dans ses délibérations sur ce point de l'ordre du jour, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena souhaitera peut-être :

a) décider que le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole sera conjugué à l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique à la huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena;

b) prier le Secrétaire exécutif de collecter, compiler et analyser des informations sur l'application du Protocole, utilisant pour ce faire les troisièmes rapports nationaux comme principale source, afin de contribuer au troisième exercice d'évaluation et d'examen en liaison avec l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

c) décider que l'évaluation devrait également s'inspirer des informations disponibles du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et que, le cas échéant, des données additionnelles peuvent être collectées par le biais d'enquêtes spécialisées, de stratégies d'échantillonnage raisonnées pour interviewer les Parties, d'études de cas et d'autres sources;

d) exhorter les Parties et les autres gouvernements à contribuer de manière efficace au processus de collecte de données en achevant et soumettant dans les délais impartis leurs rapports nationaux et en fournissant dans leurs rapports des informations adéquates et complètes, conformément aux décisions pertinentes sur les rapports nationaux, en particulier les calendriers de soumission de ces rapports;

e) exhorter les Parties et les autres gouvernements à enregistrer toutes les données obligatoires auprès du CEPRB;

f) décider de créer un groupe spécial d'experts techniques composé de trois experts par région et, compte tenu de la fonction de ce groupe, comprenant un membre au moins du Comité chargé du respect des obligations, un membre du groupe de liaison sur la création de capacités et deux experts au moins en matière d'évaluation et d'examen pour :

i) examiner les informations collectées et analysées par le Secrétaire exécutif en vue de contribuer au troisième exercice d'évaluation et d'examen du Protocole et à l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

ii) faire le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole à l'aide du noyau des informations nécessaires telles qu'elles figurent dans l'annexe de la présente décision et ajustées selon que de besoin par le groupe;

iii) soumettre ses conclusions et recommandations à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties pour examen à sa huitième réunion;

g) demander au Comité chargé du respect des obligations de contribuer au troisième exercice d'évaluation et d'examen du Protocole sous la forme d'une évaluation de l'état d'avancement de l'application du Protocole et de la réalisation de ses objectifs;

h) recommander à la Conférence des Parties que, dans l'adoption de ses orientations supplémentaires sur le mécanisme de financement, elle exhorte le Fonds pour l'environnement mondial à aider les Parties dans leur collecte de données nationales et dans leur consultations sur les troisièmes rapports nationaux.

Annexe

**ÉLÉMENTS POSSIBLES ET NOYAU CORRESPONDANT DES INFORMATIONS
NÉCESSAIRES POUR LE TROISIÈME EXERCICE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN EN
LIAISON AVEC L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PLAN STRATÉGIQUE**

A. *Champ d'application*

Élément 1. Couverture géographique du Protocole et mouvements transfrontières d'OVM visés par le Protocole :

- a) Nombre de Parties au Protocole;
- b) Nombre de Parties ayant désigné des correspondants nationaux;
- c) Nombre de Parties ayant communiqué leurs rapports nationaux sur l'application du Protocole dans les délais impartis;
- d) Nombre de Parties qui importent des OVM en provenance d'États non Parties;
- e) Nombre de Parties qui exportent des OVM vers des États non Parties.

B. *Application des procédures et des annexes essentielles en droit interne*

Élément 2. Les procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou cadres réglementaires nationaux compatibles avec les dispositions du Protocole), conformément au Protocole, sont mises en place pour les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement :

- a) Nombre de Parties ayant adopté des lois, des règlements et/ou des mesures administratives relatifs au fonctionnement de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause;
- b) Nombre de Parties ayant adopté un cadre réglementaire national compatible avec le Protocole, applicables aux mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- c) Nombre de Parties ayant désigné des autorités nationales compétentes;
- d) Nombre de Parties qui importent ou exportent des OVM, mais qui ne disposent pas de lois et règlements pertinents, propres à contrôler les mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement;
- e) Tendances régionales concernant l'adoption de procédures d'accord préalable en connaissance de cause ou de cadres réglementaires nationaux compatibles avec le Protocole.

Élément 3. Les procédures d'accord préalable en connaissance de cause (ou cadres réglementaires nationaux compatibles avec les dispositions du Protocole) applicables aux mouvements transfrontières d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement sont opérationnelles et fonctionnent :

- a) Nombre de Parties ayant mis en place des arrangements institutionnels et administratifs (processus décisionnels) au niveau national, afin de traiter les demandes d'accord préalable en connaissance de cause;

b) Nombre de Parties disposant d'un budget alloué au fonctionnement de leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques;

c) Nombre de Parties disposant d'un personnel permanent chargé d'administrer leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques (y compris les demandes d'accord préalable en connaissance de cause);

d) Nombre de Parties ayant traité des demandes d'accord préalable en connaissance de cause et ayant pris des décisions en matière d'importation;

e) Tendances régionales concernant l'application et le fonctionnement des procédures d'accord préalable en connaissance de cause.

Élément 4. Les procédures décisionnelles relatives aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, sont en place et opérationnelles :

a) Nombre de Parties ayant pris des décisions définitives concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché, d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, qui sont susceptibles de faire l'objet de mouvements transfrontières;

b) Nombre de Parties ayant mis en place un processus décisionnel spécifique, applicable aux importations d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

Élément 5. Les procédures d'évaluation des risques associés aux OVM sont en place et opérationnelles :

a) Nombre de Parties ayant adopté des orientations pour l'évaluation des risques associés aux OVM;

b) Nombre de Parties ayant procédé à des évaluations des risques, dans le cadre du processus décisionnel relatif à un OVM;

c) Nombre de Parties disposant d'un comité consultatif ou d'autres arrangements permettant d'effectuer ou d'examiner une évaluation des risques;

d) Nombre de décisions trouvées dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, accompagnées d'un résumé de l'évaluation des risques posés par un OVM;

e) Nombre de Parties disposant des capacités nationales requises pour pouvoir effectuer une évaluation des risques;

f) Nombre de Parties indiquant qu'elles ont utilisé l'annexe III du Protocole, ou toute autre orientation concernant l'évaluation des risques, convenue par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

g) Tendances régionales concernant les capacités d'évaluation des risques.

Élément 6. Les procédures de mise en place des mesures et d'une surveillance appropriées de la gestion des risques associés aux OVM sont en place et opérationnelles :

- a) Nombre de Parties ayant autorisé l'introduction d'OVM dans l'environnement, et ayant adopté des exigences et/ou procédures qu'elles appliquent, visant à réglementer, gérer et contrôler les risques identifiés dans les évaluations des risques;
- b) Nombre de Parties disposant de capacités de détection et d'identification de la présence d'OVM;
- c) Tendances régionales concernant les capacités de gestion des risques.

Élément 7. Les procédures d'identification et de gestion des mouvements transfrontières illicites d'OVM sont en place et opérationnelles :

- a) Nombre de Parties ayant adopté des mesures nationales propres à empêcher et à pénaliser les mouvements transfrontières illicites d'OVM, notamment par le biais d'une réglementation du transit et de l'utilisation en milieu confiné des OVM;
- b) Nombre de Parties ayant indiqué qu'elles ont reçu des informations concernant des cas de mouvements transfrontières illicites d'un OVM, à destination ou en provenance de territoires relevant de sa juridiction;
- c) Nombre de Parties disposant de capacités de détection de mouvements transfrontières illicites d'OVM (capacités en personnel ou capacités techniques par exemple).

Élément 8. Les procédures relatives à la prévention, l'identification et la gestion des mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM sont en place et opérationnelles, notamment les procédures de notification et les mesures d'urgence :

- a) Nombre of Parties ayant notifié au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les coordonnées de leurs correspondants s'occupant des mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM, conformément à l'article 17;
- b) Nombre de Parties disposant d'un mécanisme de notification aux États potentiellement touchés par des mouvements transfrontières non intentionnels, actuels ou potentiels, d'OVM;
- c) Nombre de cas identifiés de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM;
- d) Nombre de Parties disposant d'un mécanisme permettant d'identifier et de déterminer les effets défavorables importants de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM sur la diversité biologique.

Élément 9. Des normes adéquates sont adoptées et appliquées, en ce qui concerne les exigences du Protocole relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM :

Nombre de Parties ayant adopté des normes relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM, conformément à l'article 18 du Protocole, et décisions pertinentes ultérieures de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole concernant :

- i) L'utilisation en milieu confiné;
- ii) L'introduction intentionnelle dans l'environnement;
- iii) Les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

Élément 10. Les procédures de notification des informations requises au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques sont en place et opérationnelles:

- a) Nombre de Parties ayant alloué des responsabilités en matière de notification des informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;
- b) Nombre de Parties disposant de systèmes de gestion des informations requises en matière de prévention des risques biotechnologiques pour l'application du Protocole.

Élément 11. Le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation est mis en oeuvre :

- a) Nombre de Parties appliquant des programmes ou des activités de sensibilisation du public;
- b) Nombre de Parties prévoyant un certain degré de participation du public aux processus décisionnels relatifs aux OVM.

C. Procédures et mécanismes au niveau international

Élément 12. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena remplit son sa fonction d'organe directeur :

- a) Nombre de décisions prises par la CdP-RdP qui facilitent le respect des obligations au titre du Protocole en élaborant des mesures spécifiques;
- b) Contribution de groupes spéciaux d'experts techniques à la formulation et à l'application de politiques (nombre de directives et d'autres instruments adoptés par la CdP-RdP sur la base de la contribution de groupes d'experts);
- c) Nombre d'organisations internationales concernées qui ont fourni des services et des informations au processus du Protocole.

Élément 13. Le cadre et plan d'action pour le renforcement des capacités est mis en œuvre efficacement :

- a) Importance du financement apporté ou reçu pour soutenir les activités de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques et les impacts résultant de ce financement;
- b) Nombre de Parties cherchant à bénéficier d'une assistance, afin de pouvoir utiliser des experts inscrits sur la liste d'experts, et nombre de Parties bénéficiant dans les faits d'une telle assistance;
- c) Nombre de Parties indiquant qu'elles utilisent des experts locaux pour entreprendre ou examiner les évaluations des risques et d'autres activités liées à l'application du Protocole.

Élément 14. Le Comité chargé du respect des obligations est opérationnel :

a) Les Parties posent des questions au Comité chargé du respect des obligations, en ce qui concerne leur propre respect des obligations prévues au titre du Protocole;

b) Le Comité chargé du respect des obligations dispose d'un règlement intérieur relatif au processus décisionnel.

Élément 15. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est opérationnel et accessible :

a) Nombre of Parties et autres utilisateurs consultant régulièrement le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, c'est-à-dire, au moins une fois par mois;

b) Nombre de Parties signalant des difficultés d'accès ou d'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

c) Degré de fiabilité et d'actualité des informations contenues dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

D. Incidences des mouvements transfrontières d'OVM sur la diversité biologique, compte tenu des risques pour la santé humaine

Élément 16. Il conviendrait d'examiner les travaux sur les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique menés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique. :

Nombre de Parties ayant intégré la prévention des risques biotechnologiques dans leurs stratégies et plan d'action nationaux pour la diversité biologique.
